

L'impact de l'immigration sur les salaires est, au pire, marginal

Nous avons dans notre dernière émission beaucoup insisté sur le marché du travail, sur le rôle des salaires et de l'emploi dans les phénomènes d'immigration. Je voudrais que l'on approfondisse ces questions. Les adversaires de l'immigration disent que les immigrés créent du chômage et tirent les salaires vers le bas. Qu'en est-il ? qu'est-ce que les économistes ont à dire là-dessus ?

Il y a une abondante littérature sur ces sujets. Je commencerai peut-être par les salaires. Les immigrés diminuent-ils les salaires ? Ce n'est pas un thème majeur en France tout simplement parce que nous avons un salaire minimum qui met un plancher et évite la concurrence entre travailleurs sur les emplois les moins qualifiés. Mais l'immigration pourrait exercer une pression à la baisse sur les salaires dans les pays qui n'ont pas ce garde-fou, comme la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis. Or, il ne semble pas que ce soit le cas. Toutes les études dont on dispose montre que l'impact de l'immigration sur les salaires est tout à la fois faible et transitoire.

En 1994, deux économistes, Fix et Passel concluait une étude documentaire sur le sujet en disant, je cite : « *L'immigration n'a pas d'effet discernable sur les salaires. Leurs évolutions, tant à la hausse qu'à la baisse ne dépendent pas de l'immigration et ceci vaut aussi bien pour les emplois qualifiés que pour les emplois non qualifiés.* »¹ Ces résultats méritent d'autant plus d'être soulignés qu'ils sont inattendus, contre-intuitifs. Il paraîtrait plus logique que les immigrés dont la présence augmente la concurrence sur le marché du travail tirent les salaires vers le bas. Or, ce n'est pas ce que disent les économistes dont les travaux ont été recensés dans cette étude.

Cette étude date de 1994. Y a-t-il eu, depuis, des travaux qui vont dans un sens contraire ?

Pas vraiment. Le seul dont l'opinion sur le sujet ait évolué est Georges Borjas, dont nous avons parlé dans une précédente chronique et dont les travaux sont souvent utilisés par tous ceux qui voudraient durcir les textes sur l'immigration. En 1990, il partageait l'opinion de ses confrères et disait, je le cite : « *Les données empiriques montrent que les immigrés n'ont qu'un effet mineur sur les salaires et l'emploi des travailleurs de souche* ». Et il ajoutait, à propos des travailleurs clandestins : « *Il n'y a pas de preuve que l'immigration clandestine ait un effet négatif significatifs sur les salaires des travailleurs de souche, y compris des noirs.* » Dans un article publié en 1997, il revient sur ce jugement puisqu'il estime qu'une augmentation de 10% de la population immigrée réduit les salaires d'un peu plus de 3%². Alors que la plupart des autres travaux font état d'un impact de l'ordre de 1% à 2%.

3%, ce n'est pas négligeable...

C'est l'équivalent d'une belle augmentation annuelle. Ce n'est pas négligeable, mais pour qu'il y ait cet impact, il faut une augmentation de 10% du nombre d'immigrés, ce qui ne peut se faire que dans la durée. Borjas affirme que la croissance de la population immigrée aux Etats-Unis sur les vingt dernières années (+16%) a réduit de 6% les salaires des travailleurs peu qualifiés.

¹ M.Fix, J.Passel, Immigration and immigrants : setting the record straight, Urban Institute, Washington, 1994

² G.Borjas, The Labor Demand Curve is Downward Sloping: Reexamining the Impact of Immigration on the Labor Market, NBER, 1997 ; Borjas, Freeman, Katz, Searching for the Effect of Immigration on the Labor Market, NBER, 1996.

Mais, je le répète, la plupart des économistes ont une autre vision des choses. Klaus Zimmermann qui a beaucoup travaillé sur des données allemandes de la dernière décennie ne voit pas d'effet négatif de l'immigration sur les salaires, bien au contraire il y voit un effet positif : les immigrés qui gagnent leur vie consomment et créent de l'activité. Paul Krugman qui s'est intéressé au cas d'Israël, pays qui a suscité beaucoup de travaux puisqu'il a une politique d'immigration très originale, fait état d'une baisse légère et provisoire des salaires et d'une augmentation à moyen terme. Des travaux sur des données britanniques, néerlandaises et norvégiennes donnent des résultats comparables.

Qu'est-ce qui peut expliquer que les résultats de Borjas soient si différents de ceux des autres économistes ?

Georges Borjas part d'un modèle théorique, d'un pays avec deux régions, la région Ouest qui utilise une technologie sophistiquée, a une production abondante et des salaires élevés, et la région Est avec une production est faible, des technologies peu sophistiquées et des salaires réduits. On peut, si vous voulez penser à l'Allemagne. Les meilleurs salaires de l'Ouest attirent les ouvriers de l'Est. Ils viennent faire concurrence aux ouvriers de l'ouest, d'où une baisse de leurs salaires, mais ils ne font plus concurrence à leurs collègues de l'Est dont les salaires peuvent augmenter. La migration s'arrête lorsque les salaires dans les deux régions sont à un niveau comparable.

Partant de ce modèle théorique, il calcule l'impact d'une augmentation de 10% du nombre d'immigrés et il obtient une baisse des salaires de l'ordre de 3% mais aussi une augmentation de la production de l'ordre de 1% qu'il appelle le surplus de l'immigration dont nous aurons l'occasion de reparler dans une prochaine émission.

Les autres économistes partent, non pas de ce modèle théorique, mais de l'analyse de bassins d'emplois, une ville, une région dans laquelle il y a une forte concentration de main d'œuvre immigrée. Et ils comparent les salaires des habitants de ces régions et ceux de régions dans lesquelles il y a peu d'immigrés. La méthode est donc complètement différente. L'une des études les plus connues compare les rémunérations des gens de Miami après l'arrivée massive des cubains³. Elle montre qu'il n'y a pas eu d'effet significatif sur les salaires.

Et qu'est-ce que Borjas oppose à ces résultats ?

Il explique que travailler sur des données locales ne permet pas de mesurer l'impact de l'immigration sur l'économie globale. Imaginez, par exemple, que les salariés autochtones décident de déménager, d'aller chercher du travail ailleurs. Cela va réduire l'impact de l'immigration sur leur région d'origine, mais le diffuser sur l'ensemble de l'économie. C'est un peu comme lorsque l'on met une goutte de mercurochrome dans un verre d'eau, les molécules se déplacent et au bout de quelques secondes on ne voit plus rien, il y a bien pourtant eu modification de la couleur de l'eau.

Cette critique est pertinente.

Elle mérite effectivement que l'on s'y attarde. David Card, l'auteur de l'étude sur Miami que je citais à l'instant a regardé si l'immigration entraînait des départs des autochtones sur 119 villes américaines et ce n'est apparemment pas le cas⁴. C'est un résultat important. Cela veut dire que la dilution dans l'espace n'explique pas le très faible impact de l'immigration sur le niveau des salaires. En d'autres mots : les immigrés ne font pas concurrence aux travailleurs autochtones dans leurs emplois.

³ David Card, The Impact of the Mariel Boatlift on the Miami Labor Market, Industrial and Labor Relations Review 43 (2): January 1990

⁴ David Card, John Dinardo, Do Immigrant Inflows Lead to Native Outflows? NBER, 2000

Borjas avance un autre argument, tout aussi intéressant : il met en garde contre ce qui pourrait être une erreur de raisonnement. On trouve, dit-il en substance, que l'immigration contribue à la croissance et à la bonne santé économique de certaines régions, mais n'est-ce pas tout simplement que les immigrés s'installent dans les régions les plus dynamiques ?

Cela expliquerait qu'il n'y ait pas dilution...

Oui, et cela amène à s'interroger sur les relations entre immigration et croissance. S'il est vrai que les immigrés s'installent plutôt dans les régions en bonne santé, ils contribuent, par leur présence, à la croissance. Ils évitent qu'elle ne soit bridée par un manque de main d'œuvre et ils consomment. J'ajouterai qu'ils permettent à des entrepreneurs qui manquent de capitaux de se développer, d'utiliser une main d'œuvre bon marché en lieu et place de machines. On observe cela dans le monde agricole là où il y a des saisonniers. Chez les pépiniéristes, dans les vigneronnes, les producteurs de légumes... L'emploi massif de clandestins dans les fermes californiennes pour le ramassage des salades ou du raisin, a certainement retardé leur automatisation.

Les immigrés ne s'installent pas forcément dans des régions en pleine croissance. Comment expliquer que leur présence n'ait pas alors plus d'effet sur les salaires ?

Cela tient probablement à deux choses :

- D'abord, à ce que d'abord, les patrons ne réduisent jamais directement les salaires,
- Ensuite à ce que le marché du travail est très segmenté, qu'il n'y a pas, dans beaucoup de métiers, vraiment concurrence entre les nouveaux arrivants et les autochtones. En Californie, les mexicains sans papiers ne sont pas en concurrence avec les Américains. Ils exercent des activités que ceux-ci ont abandonnées depuis longtemps. Si concurrence il y a, elle se fait entre immigrés. On le voit bien dans les métiers du bâtiment qui ont de tous temps utilisé de la main d'œuvre immigrée : les nouveaux venus font beaucoup plus concurrence aux immigrés arrivés dix ou quinze ans plus tôt qu'aux Français. Les Turcs, les Egyptiens, les Africains que l'on voit aujourd'hui sur les chantiers ont pris la place d'Algériens ou de Tunisiens qui avaient eux-mêmes pris la place de Portugais ou d'Espagnols...

Mais que se passe-t-il lorsque travailleurs immigrés et autochtones travaillent ensemble, ce qui arrive dans de nombreux métiers ?

Lorsque c'est le cas, on assiste à des phénomènes de convergence salariale. Les écarts de salaire entre immigrés et autochtones se réduisent voire même se renversent. Plusieurs études montrent que certaines catégories d'immigrés sont mieux payés que la moyenne des autochtones au bout de quelques années, de dix à quinze ans⁵. Ce n'est, d'ailleurs, pas un phénomène nouveau. Les historiens qui se sont intéressés aux carrières ouvrières dans l'entre-deux guerres ont remarqué que les manœuvres étrangers, à l'époque polonaise, avaient plus de chance de progresser, d'accéder à des postes mieux rémunérés que leurs collègues autochtones. Et cela se vérifie aujourd'hui aux Etats-Unis. Les Français, les britanniques, les allemands qui ont émigré aux Etats-Unis ont des revenus supérieurs à ceux des Américains. Et les écarts sont importants : de l'ordre de 25% pour les Français.

⁵ Georges Borjas, The economics of migration, Journal of Economic Literature, décembre 1994

Et à quoi cela tient-il ?

Pour l'expliquer les économistes mettent en avant un mécanisme d'autosélection⁶. On disait dans la première émission que ce ne sont pas les plus démunis qui émigrent. Ce ne sont pas non plus les plus mauvais, les plus mous, les plus paresseux. Ce sont les plus dynamiques, les plus déterminés, les plus ambitieux, les plus compétents qui émigrent. Ce sont ceux qui se disent : si j'étais dans un milieu plus favorable, je pourrais mieux mettre en valeur mon savoir-faire, mon efficacité... Or, ces qualités ne disparaissent pas lorsqu'ils arrivent dans le pays d'accueil, ils les mettent en œuvre lorsqu'ils trouvent un emploi et cela les aide à obtenir des promotions, des augmentations...

On peut ajouter, je crois, deux autres facteurs :

- Une plus grande mobilité : les immigrés se déplacent plus facilement que les autochtones, ils sont moins prisonniers d'investissements antérieurs dans un logement, des réseaux familiaux, amicaux... Ils se sont déplacés une première fois pour faire fortune, ils peuvent se déplacer une seconde, une troisième fois...
- Un phénomène de rattrapage. Les immigrés sont souvent recrutés à des niveaux de salaire relativement faibles, tout simplement parce qu'ils ont des handicaps, à commencer par une moindre connaissance de la langue. Cet écart se réduit lorsque ce handicap disparaît. On peut, par ailleurs, penser que ce handicap les force à redoubler d'efforts tant pour le compenser que pour rattraper leur retard.

Mais comment concilier ce rattrapage salarial dont vous parlez et le fait que les immigrés ont, en général, les salaires les plus faibles.

Cette autosélection ne vaut que pour ceux qui ont émigré pour des motifs économiques. Elle ne joue pas pour ceux qui viennent dans le cadre d'un rassemblement familial, je pense aux femmes, elle ne vaut pas non plus pour les sans-papiers ou les clandestins qui ne trouvent de travail que dans des entreprises à la marge. Il faut ajouter que le statut des clandestins, le risque d'être renvoyé à tout moment n'incite pas à investir dans les compétences utiles pour faire carrière dans le pays d'accueil. Ce qui fait, d'ailleurs, penser que toutes les politiques qui favorisent le développement de l'immigration clandestine sont contre-productives.

Mais au delà de cela, il y a les qualifications. Nous vivons dans des sociétés dans lesquelles l'inégalité se creuse entre ceux qui ont des qualifications et ceux qui n'en ont pas. Et les immigrés sans qualifications sont les premiers à en souffrir.

Nous arrivons au terme de cette émission sur les salaires et l'immigration. Vous pouvez d'un mot conclure ?

Il faut, je crois, retenir trois points :

- L'immigration n'a pas d'impact significatif sur les salaires ;
- Les immigrés qui viennent pour des motifs économiques se débrouillent mieux que ceux qui viennent pour d'autres motifs ;
- Les immigrés ne sont pas condamnés à avoir des salaires faibles. Tout dépend de leur niveau de qualification.

Merci. Je rappelle que l'on peut trouver le texte de ces entretiens sur internet, à l'adresse suivante : <http://www.Bernardgirard.com> dans la rubrique immigration.

⁶ Ce mécanisme est analysé dans Barry Chiswick, "Are Immigrants Favorably Self-Selected? An Economic Analysis," in C.D.Brettell & J.F.Hollifield, eds. Migration Theory, Talking Across the Disciplines, New York, 2000